

LE TSUNAMI EST PLUS MEURTRIER QUE LE « RECHAUFFEMENT GLOBAL »

Philippe PELLETIER

De tous les aléas (naturels) aboutissant à des catastrophes (humaines), le tsunami est l'un des plus redoutables. Le séisme, l'aléa qui en est à l'origine, est difficile à prévoir exactement, et, sur terre, les sociétés ne peuvent s'en protéger que partiellement, par une architecture et un urbanisme antisismique. En revanche, le tsunami laisse une marge de manœuvre qui permet aux sociétés d'y faire face. Cette marge, c'est le délai qui existe entre le déclenchement du séisme et l'arrivée des hautes vagues sur les rivages.

Or que constate-t-on à propos du tsunami déclenché le 26 décembre 2004 par un séisme de très forte puissance situé au large nord-occidental de Sumatra ? Il atteint les côtes de Banda Aceh (Sumatra) trente minutes après, celles de Thaïlande une heure après, celle du Sri Lanka et de l'Inde continentale deux heures après, et des Maldives quatre heures après. Si le délai de trente minutes est relativement court, deux heures, voire une heure, paraissent suffisantes pour trouver des parades efficaces : alerter les populations, vider les trains menacés, trouver refuge (sur des immeubles en béton, collines, hauteurs... quand il y en a), s'éloigner le plus possible du rivage (si les voies d'accès le permettent rapidement et facilement...). Il est sûr que de telles mesures n'auraient pas empêché les morts. Mais, du moins, il est certain qu'un grand nombre de vies aurait été épargné, et la catastrophe aurait été moins immense.

On le sait, il n'en a rien été. On a même vu des images affolantes montrant des touristes regarder avec complaisance la première vague arriver, sans broncher. Le reflux massif de la

mer, qui précède tout tsunami, est un signe avant-coureur infaillible, la deuxième vague est toujours plus violente que la première, encore faut-il le savoir et réagir immédiatement. La non-prise en compte du danger et l'absence de mémoire du risque sont à la hauteur de la catastrophe : démentielle. Et à l'aune de la société actuelle : inhumaine, car certains animaux, comme les éléphants, ont pris la mesure du danger et se sont enfuis. Si les pachydermes peuvent le faire, pourquoi pas les hommes et les femmes ? L'homme n'est pas une espèce en danger ? Il ne faut pas la protéger ?

On doit bien se demander pourquoi toutes ces lacunes graves, à moins de juger que l'humanité est impuissante face à cet aléa comme à d'autres, et de dire encore que c'est la faute à pas de chance. Plusieurs facteurs se combinent néanmoins pour expliquer l'ampleur de la catastrophe. Il ne faut pas hésiter à pointer les responsabilités, et les irresponsabilités.

Un oubli sélectif

Toute personne bien informée – et, a priori, décideurs, édiles, constructeurs, architectes, opérateurs touristiques, tout ce monde devrait l'être... – sait que la façade indienne de l'Asie du Sud-Est se trouve sur une zone de sismicité intense, avec menaces de volcanisme actif, de séisme et de tsunami. La zone a d'ailleurs vécu des épisodes tragiques, comme l'éruption du Krakatoa en 1883. Le tsunami alors provoquée par l'éruption explosive de cette petite île volcanique située entre Java et Sumatra, avec des vagues supérieures à trente mètres, avait totalement dévasté les rivages du détroit de la Sonde et provoqué une centaine de milliers de morts. Certains l'ont manifestement oublié.

La mémoire humaine, individuelle ou collective, est sélective. L'histoire est bien entendu un enjeu à cet égard. Mais la géographie aussi. Si rien n'est fait pour cultiver la mémoire à

des fins d'expérience, l'oubli peut être rapide. Surtout si le temps se dilue et les moyens matériels sont insuffisants, ce qui est notamment le cas des pays en voie de développement : ceux qui, précisément, viennent d'être touchés.

C'est là qu'intervient le contexte global, à deux niveaux au moins. Le premier niveau est socio-économique et géopolitique. Au lieu de vendre des armes prohibitives à ces pays, au lieu que ces pays en achètent ou en créent (Inde puissance nucléaire, Indonésie pendant longtemps dictature militaire), au lieu que les grandes instances internationales (FMI, Banque mondiale) y exigent tel ou tel « ajustement structurel », n'aurait-il pas été souhaitable, bénéfique, de les voir se doter d'un système d'alerte anti-tsunami ?

Encore faut-il que les dangers et les enjeux soient correctement évalués. C'est là qu'intervient le second niveau du contexte global, qui est scientifique et politique. Que se passe-t-il en effet dans ce domaine ? Il n'est nul besoin d'être grand connaisseur pour constater que, en matière de risque environnemental, la problématique dominante est celle du « réchauffement global ». Les élites scientifiques et, dans leur sillage, les élites dirigeantes se sont focalisées là-dessus. Des sommes considérables ont été engagées, des sommets internationaux tapageurs ont été organisés. Or les recherches scientifiques sérieuses qui s'interrogent sur la réalité de ce réchauffement (fiabilité des données et de leur interprétation), et ses véritables causes (dans quelle proportion interviennent la pollution anthropique, les facteurs naturels comme les gaz émis par les volcans ou les cycles multi-séculaires du climat ?) sont marginalisées. Tant qu'elles n'épousent pas ce qui est devenu le dogme dominant, à part quelques voix dissidentes, celles qui, bien entendu, n'appointent pas auprès du lobby pétrolier de Bush & Cie, elles n'ont pas beaucoup d'avenir. Car marginalisation dans le milieu scientifique signifie absence de financement, donc absence de travaux et de visibilité.

Le paradoxe de cette orientation politico-scientifique, pilotée rappelons-le par des gouvernements (ceux-là même qui votent les crédits, et qui organisent aussi les trafics d'armes) et des groupes inter-gouvernementaux, c'est que les médias, les consommateurs et les décideurs locaux vont suivre la tendance dominante. On va s'alarmer du possible englobissement de certains archipels, au lieu de se préoccuper des menaces confirmées telles que tsunami ou séismes. Mettons de côté le fait que, dans le cas des Maldives ou des Seychelles par exemple, l'exploitation quasi industrielle du corail soit probablement responsable, en réalité, du recul du rivage et de l'avancée des eaux. Rappelons que, par ailleurs, l'estimation de la variation moyenne du niveau marin pour les cent ans à venir, qui découlerait du « réchauffement global », n'a cessé de se réduire, passant de 200 cm en 1986, 66 cm en 1990, 48 cm en 1992 à 37 cm actuellement, ce qui prouve que la science n'a pas de vérité définitive. Oublions provisoirement le délire catastrophiste de certains qui, comme le magazine *Newsweek*, annonçait que « les théoriciens de l'effet de serre prétendent que la planète est menacée par une augmentation de la température moyenne, qui, si elle atteignait 4 ou 5 degrés, pourrait faire fondre les calottes polaires, relever le niveau de la mer de 90 mètres et provoquer des raz de marée sur toute la planète » (édition du 26 janvier 1970). Constatons que, pour les raz de marée en question, le tsunami a frappé avant, et plus fort. A cause de lui, de nombreuses îles sont sous les eaux, les humains sont plus meurtris que les écosystèmes. Le réchauffement global n'y est pour rien : l'avancée maritime du siècle, elle est là, pas ailleurs ! Mais, auparavant, combien de reportages sur le réchauffement global responsable de l'englobissement des Maldives, et combien sur le tsunami du Krakatoa ?

Les moyens existent

Pour la prévention, l'argument purement économique peut expliquer, jusqu'à un certain point, le retard des aménagements anti-sismiques qui coûtent cher et impliquent de reconsidérer toute la politique d'aménagement du territoire. Mais il ne vaut plus pour la surveillance anti-tsunami dont les investissements sont plus simples et moins lourds : pose de capteurs au fond des océans, utilisation de radars et de satellites (y compris ceux qui existent déjà, et qui savent bien repérer les bases militaires ou les champs de pavot, pourquoi pas les tsunamis ?), création et développement de laboratoires scientifiques, avec leur mise en coordination locale, nationale et internationale, instauration d'un système d'alerte et de relais auprès des médias existants (capables de répandre la bonne parole des messages publicitaires en tout temps et en tous lieux, pourquoi pas celle de la mémoire sociale du risque naturel et de l'alerte rapide ?).

C'est ce qui existe déjà au Japon et dans le quart nord-est du Pacifique. Le Japon est un pays riche, certes, mais il a su cultiver une conscience « cyndinique » (néologisme qui renvoie aux risques issus d'aléas naturels). Son système n'est pas parfait pour les tsunamis, mais ses succès permettent de considérer le désastre du Sud et du Sud-est asiatique à sa juste valeur. Comme le rappelle le géophysicien Harley Benz de l'U.S. Geological Survey, « la pose de capteurs n'est pas un problème. La difficulté réside dans la coordination des agences d'alerte dans la région » (*Le Monde*, 30 décembre 2004). Donc des moyens largement humains, peu onéreux, sans parler du fait que nous sommes à l'ère du satellite et du téléphone portable !

Le pire, c'est que plusieurs systèmes de surveillance ont bel et bien repéré le séisme indonésien, puis le tsunami, mais que les messages d'alerte qu'ils ont envoyés n'ont pas été répercutés, à cause, surtout, de la défaillance des relais locaux ou nationaux. Des scientifiques australiens et hawaïens ont

rapidement repéré l'ampleur du tsunami et aussitôt alerté les autorités d'Indonésie, où le Bureau de géophysique de Djakarta avait déjà constaté le séisme, mais l'information s'est perdue... où ? (à quand une enquête des journalistes sur ce point ?).

De tout cela, les médias n'en ont pratiquement pas parlé, au moins en ce qui concerne la France. Le sensationnel, bien que mis de côté pendant les premiers jours après la catastrophe, car il ne fallait pas trop troubler les sacro-saintes fêtes de fin d'année, s'avère bien plus porteur que des analyses remettant en cause trop de choses, trop de personnes. Les grands investisseurs internationaux ont, par exemple, été capables de barder leurs enceintes touristiques de systèmes sophistiqués de vidéosurveillance (ces mêmes caméras qui ont rapporté sans complexe les images du drame), on se demande où en était leur réflexion sur l'implantation de nouveaux aménagements dans des régions tectoniquement sensibles. La réponse semble terriblement évidente...

Quant à l'appel auprès de la générosité publique – avec un peuple dont l'élan du cœur répond magnifiquement présent – il permet, sans cesse ressassé, d'occulter quelques réflexions trop curieuses sur la situation sécessionniste et quasi insurrectionnelle qui prévaut dans la province de Banda Aceh. L'omniprésence de l'armée indonésienne dans cette région, qui a suscité la haine des populations locales, ne doit pas favoriser les mesures de secours, mais qu'en sait-on ? Pourquoi l'aéroport de Padang, qui se trouve sur le littoral nord-occidental de Sumatra, n'est-il pas utilisé ? Mais qu'on se rassure, les installations pétrolifères d'Exxon-Mobil situées en Banda Aceh ont été très rapidement sécurisées et remises en route grâce à l'armée... Au fait, qui connaît le nombre de victimes en Birmanie, autre pays dont la dictature pétro-militaire est protégée par les grandes puissances ? Là-dessus encore, les médias nous tiennent gentiment à l'écart...

Il faut donc dépasser le stade purement émotionnel – même si c’est difficile, même si cela ne doit pas tarir l’entraide mutuelle – et s’interroger sur le cadre général qui a facilité une telle catastrophe, inévitable certes, mais qui aurait pu être amoindrie. Il est temps de repenser le rapport de l’humanité à la nature, et de reconsidérer la réalité de ce qu’un Bruno Latour appelle les « objets hybrides », mélanges de nature et de société, et de leurs institutions politico-scientifiques afférentes. Il faut se méfier du catastrophisme du type « générations futures » et « réchauffement global » qui nous embarque sur des chemins parfois discutables, en nous faisant oublier la gestion possible du temps et de l’espace présents – pour nous tous, ici, là-bas et maintenant.